

Quelles priorités pour l'Asie en 2006 ?

par *Sophie Boisseau du Rocher**

Le Chapitre introductif de :

Asie - Édition 2006-2007

Entre pragmatisme et attentisme

À paraître en novembre 2006



Après avoir suscité beaucoup d'intérêt et d'attente en tant que pôle majeur de la croissance mondiale, l'Asie orientale est entrée en 2006 dans une phase d'incertitudes : crise nord-coréenne, tensions entre Pékin et Tokyo, spasmes de la démocratie thaïlandaise... En dépit d'évolutions positives (Cachemire, Aceh...), des doutes apparaissent, nuanciant l'importance de la région dans les équilibres mondiaux.

sous la direction de **Sophie Boisseau du Rocher et François Godement**
(Asia Centre)



Coll. « Les Études de la Documentation française », 192 pages, 25 €

Commandes : La Documentation française

124, rue Henri-Barbusse - 93308 Aubervilliers Cedex (France)

Transitions incertaines

- Les nouvelles classes sociales chinoises : comment penser les inégalités ? (G. Guiheux)
- La Corée du Nord, acteur rationnel en Asie du Nord-Est (F. Godement)
- La Malaisie en 2006 (S. Boisseau du Rocher)
- Les États d'Asie centrale : un parcours tourmenté depuis l'indépendance (L. Bazin, B. Hours, M. Laruelle, M. Selim)

Jeux d'influence complexes

- *Les relations entre l'Inde, la Chine et les États-Unis : un triangle en voie de stabilisation ? (I. Saint-Mézard)*

Progrès fragiles

- Cachemire : les répercussions politiques du tremblement de terre d'octobre 2005 (A. Blom)
- Indonésie : l'effet tsunami et les accords de paix à Aceh (A. Feillard)

Téléphone : 01 40 15 70 00 - Télécopie : 01 40 15 68 00

* Sophie Boisseau du Rocher est chercheur à Asia Centre, Centre études Asia

Après avoir suscité beaucoup d'intérêt et d'attente en tant que pôle majeur de la croissance mondiale, l'Asie orientale est entrée en 2006 dans une phase d'incertitudes. Alors que les observateurs se penchaient avec enthousiasme sur les seuls indicateurs positifs, et notamment l'effet d'entraînement de la croissance chinoise sur le reste de la région, aujourd'hui, après la crise nord-coréenne de juillet 2006, les tensions explicites et la concurrence implicite entre le Japon et la Chine, l'absence de progrès en matière de construction régionale ou les spasmes de la démocratie thaïlandaise, des doutes apparaissent. Si ceux-ci ne remettent pas en cause l'importance de la région dans les équilibres mondiaux, ils introduisent toutefois des éléments d'incertitude qui nuancent son impact.

L'Asie reste sans aucun doute la partie du monde où la variété et l'intensité des enjeux sont les plus importants. Pas un domaine où les évolutions en cours ne soient sérieusement transformées dans les années à venir, qu'il s'agisse des enjeux sécuritaires, des équilibres sociétaux et des évolutions politiques, des projets de développement économique ou de l'architecture régionale. Autant de terrains qui s'affectent mutuellement et complexifient les scénarios, rendant la lecture des partenaires extérieurs plus difficile. Car les jeux et alliances possibles sont non seulement démultipliés par l'intensification des interdépendances avérées entre les différents partenaires régionaux, mais ils sont aussi rendus plus sensibles par les interventions extérieures comme le rappelle l'imbricatio nord-coréen où le scénario le plus raisonnable à court terme, pour l'ensemble des acteurs, reste celui du *statu quo*. À la différence d'espaces plus périphériques, le théâtre asiatique intéresse, intrigue, influence les équilibres mondiaux.

L'hypothèse selon laquelle l'Asie pourrait être victime de ses propres succès pourrait aussi se confirmer. En effet, lancés sur une trajectoire de croissance économique à tout prix, les pays de la zone n'ont pas pris le temps de corriger sérieusement les faiblesses des systèmes, de pallier les carences observées notamment en matière de transparence et de sécurité juridique, de mettre en place les bases nécessaires aux transitions en cours ou les instruments de la réconciliation. De ce fait, ils s'engagent dans une course qui paraît de plus en plus débridée, prenant ainsi un risque sur un avenir plus aléatoire. Des vulnérabilités, comme les dégradations écologiques, les protestations politiques, les tensions sécuritaires pour assurer les approvisionnements énergétiques pourraient vite se révéler pénalisantes et brouiller les cartes d'une région ascendante, qui a cependant déjà montré sa capacité à rebondir. Un scénario susceptible de satisfaire certains partenaires extérieurs qui considèrent qu'une Asie trop forte pourrait constituer à terme une menace. L'ampleur des enjeux donne le ton.

Des transitions incertaines

L'Asie est un espace jeune, en pleine transformation, où les horizons d'attente restent largement ouverts. Plusieurs illustrations montrent, dans cette édition 2006 de l'annuaire *Asie*, que les jeux ne sont pas faits et que beaucoup dépendra de la capacité des acteurs, publics notamment, à mettre en œuvre des stratégies visionnaires. Cette capacité à dégager des lignes de force structurantes n'est pas facilement acquise tant les enjeux, et les pesanteurs aussi, sont lourds. Face à des résistances et à des inerties plus ou moins organisées, l'attentisme prévaut souvent, par défaut.

En Chine, un peu plus de vingt-cinq ans de réforme économique ont évidemment créé des transformations, des opportunités, des changements qui modifient profondément, parfois violemment, les paramètres sociétaux, voire les mentalités et les pratiques de solidarité traditionnelles ; l'entrée dans l'ère de la consommation de masse ne s'effectue pas sans heurt, ni questionnement. On constate, comme l'explique Gilles Guiheux, un creusement substantiel des écarts qui profite aux mieux nantis et prioritairement aux citadins, entretenant à terme la menace d'une explosion sociale qui serait due à la fois à une fracture qui s'amplifie et à l'insuffisance, quand ce n'est pas l'absence, de mesures correctrices prônées par le gouvernement.

Le fossé qui s'est creusé entre les plus riches et les plus pauvres des Chinois est profond : les 550 millions de citadins ont vu leurs revenus multiplier par 8 en vingt ans quand 750 millions de ruraux n'ont bénéficié que d'un doublement des leurs. On sait aussi que les écarts entre les régions sont réels et constituent des déséquilibres incontrôlables à terme. L'auteur s'intéresse à la perception de ces inégalités et à la gestion de celles-ci par le gouvernement. Car se pose bien à moyen terme la question de l'impact politique de ces changements de société tant les nouvelles flexibilités et les mécanismes de mobilité sociale ne sont plus le seul fait du Parti communiste chinois qui voit en conséquence sa base populaire s'effriter.

Les nouvelles diversifications tiennent en effet moins compte de critères politiques que du mérite, du potentiel financier ou de la maîtrise de certains réseaux de corruption qui se sont sophistiqués avec la circulation de masses d'argent toujours plus importantes. La menace d'une déstabilisation majeure a longtemps été sous-estimée par les autorités. La multiplication récente des incidents et des manifestations a toutefois incité le binôme Hu Jintao-Wen Jiabao, respectivement chef de l'État et Premier ministre, à prendre la mesure du risque social et à tenter de mettre en place des politiques constructives (dans le domaine de l'éducation par exemple) avant que le

mécontentement ne gagne l'intérieur même du parti et ne provoque des dissensions internes qui remettraient en cause sa suprématie.

La Malaisie traverse une période de transition politique après les vingt-trois ans de gestion Mahathir (1981-2003), comme le souligne Sophie Boisseau du Rocher. Annoncée comme une transition pleine de promesses, celle-ci se révèle pourtant un peu décevante. D'abord parce qu'après plus de deux ans de changement, on observe que le système Mahathir perdure et se défend bien grâce à un parti, l'Organisation nationale pour l'unité malaise (UMNO), qui façonne non seulement le jeu et le débat politique mais aussi l'espace économique. Ensuite, parce que l'indécision du Premier ministre élu en 2004, Abdullah Badawi, est pénalisante. Face aux caciques de l'UMNO qui tiennent les vraies rênes du pouvoir, le chef de l'exécutif n'a pas su imposer sa légitimité politique. Sa marge de manœuvre se réduit au fil des mois et l'oblige aux compromis. Les changements devraient venir d'une société qui reste pour l'instant plus motivée par les restructurations économiques nécessaires face à la concurrence chinoise que par les enjeux du débat démocratique.

En Asie centrale aussi, la situation de transition a provoqué de profondes mutations aux conséquences souvent mal évaluées, ainsi que le montrent Laurent Bazin, Bernard Hours, Marlène Laruelle et Monique Selim. Les cinq républiques concernées, Turkménistan, Tadjikistan, Kazakhstan, Kirghizstan et Ouzbékistan ont toutes rencontrées des problèmes similaires après leur indépendance en 1991 qui, en dépit de solutions différenciées, ont partout abouti à une détérioration économique, au resserrement autoritaire et à des luttes inter-ethniques. La menace de l'Islam « radical » et l'insécurité consécutive sur les routes énergétiques ont partout justifié le recours à des pratiques politiques abusives, recours souvent couvert par les États-Unis après le 11 septembre 2001. Les populations ont supporté ces débordements jusqu'en 2005, année pendant laquelle se sont déclenchées les « révolutions de couleur ».

À partir du cas ouzbek, les auteurs démontrent comment ces révolutions ont été largement récupérées, participent même du processus de décomposition des tissus politique, social et économique, voire mettent en place les conditions favorables au développement d'une société mafieuse. Les rares acteurs qui se battent encore pour un assainissement des pratiques et tentent de pallier les multiples conséquences de la déliquescence générale, comme les ONG, sont progressivement évacués des champs politiques et des espaces publics. Au terme d'une transition illusoire concluent les auteurs, les républiques d'Asie centrale s'enfoncent dans une situation de grande précarité, attisant ainsi les appétences des puissances voisines au nom de leur « sécurité », qu'elle soit énergétique, politique ou militaire : l'inverse d'une globalisation réussie !

Des jeux d'influence complexes

L'exemple de l'Asie centrale illustre les jeux d'influence qui s'exercent sur cet espace, entre les États-Unis obnubilés à la fois par l'approvisionnement en ressources énergétiques et la menace terroriste, par la Russie traditionnellement proche et prompte à soutenir des régimes forts, par la Chine enfin, inquiète des risques de débordement sur son propre territoire. Longtemps considérée comme un enjeu de second plan, la région devient un foyer potentiel de tensions internationales.

Comme le rappelle Isabelle Saint-Mézard qui en analyse la genèse, cette question-là est plus ancienne dans le cas de l'Inde, autre candidat régional au statut de grande puissance mondiale. Mais indiscutablement, elle se complexifie car le triangle qui se dessine entre l'Inde, la Chine et les États-Unis est issu d'interdépendances récentes, donc pas encore normées. Il est aussi composé de trois côtés instables, aucune relation bilatérale entre les membres de ce triangle n'étant consolidée ; en outre, aucun binôme au sein de ce trinôme ne peut se résumer à un positionnement par rapport à l'autre binôme. Enfin, ce triangle est asymétrique et marqué par un rapport d'inégalité du fait de la puissance actuelle des États-Unis. En fait, ce triangle aux règles encore très fluides s'impose proportionnellement aux enjeux qui se dégagent : économiques et commerciaux (quoique ceux-ci demeurent encore à un niveau faible), mais aussi et surtout stratégiques puisque les trois acteurs détiennent l'arme nucléaire.

Washington considère l'Inde comme un contrepoids utile à la puissance chinoise et n'a aucun intérêt à voir se profiler une coopération étroite entre Pékin et New Delhi ; de même, la Chine refusera d'être « encerclée » par une alliance américano-indienne. Simultanément, New Delhi comme Pékin reconnaissent qu'ils pourraient avoir besoin du soutien de l'autre pour dénoncer « l'unilatéralisme américain ». Ainsi, aucun des partenaires du trinôme n'a intérêt à ce que se réalise un rapprochement stratégique dont il pourrait être potentiellement exclu et qui pourrait s'effectuer à ses dépens. Le jeu d'influence se décline pour l'instant dans le registre de la perception, voire de l'instrumentalisation : comment se rapprocher d'un des partenaires sans s'engager trop mais suffisamment pour éveiller l'intérêt et susciter une attitude conciliante de la part du troisième sommet du triangle ? Déterminant pour les équilibres régionaux, l'avenir du triangle démontre aussi que les jeux sont inachevés et restent encore aléatoires.

La Corée du Nord pose une équation à peu près similaire. La stratégie provocatrice de Pyongyang entretient une tension récurrente en Asie du Nord-Est, suscite des politiques militaires et diplomatiques variées de la part de ses

voisins, déchaîne les foudres de Washington mais débouche cependant sur un paradoxe : il reste préférable pour les acteurs impliqués de laisser à Pyongyang cette capacité à créer des crises sporadiques plutôt que d'accepter que le dossier échappe à leur contrôle – en l'incitant à une prolifération nucléaire fondée sur une « connivence de situation » par exemple. François Godement explique que le régime nord-coréen n'est ni un acteur fou ni un acteur suicidaire et que son objectif prioritaire demeure sa survie au prix de contorsions assez bien maîtrisées. Cet auteur préconise en conséquence d'affaiblir les facteurs sous-jacents à la stratégie de Kim Jong-il afin d'engager un processus de transformation progressive de la situation de guerre froide qui prévaut dans cette partie du monde.

En ce qui concerne le processus de construction régionale, Françoise Nicolas observe qu'aucune vision d'ensemble, aucune véritable logique de régionalisme ne sous-tend les multiples initiatives et déclarations en la matière : sur ce terrain-là aussi, les jeux se complexifient, les influences se manifestent par touche, des pressions sont exercées sans pourtant qu'aucun schéma fort n'apparaisse. La densification des réseaux d'interdépendance s'effectue en l'absence de cadre formel même si, après la crise de 1997, les décisions sont plus fonctionnelles. Il est vrai que la consolidation du circuit intégré asiatique, autour du pôle chinois, exige une certaine efficacité pour pouvoir d'une part être performant et d'autre part résister aux pressions américaines. Mais ce bouillonnement laisse perplexe l'observateur européen qui n'y discerne pas de ligne de force et s'interroge sur l'absence de réponse à des questions qui lui paraissent primordiales : le cadre géographique idéal, la réconciliation politique, l'harmonisation d'initiatives concurrentes... Autant de questions auxquelles on espérait des réponses qui ont été négligées lors du premier sommet de l'Asie orientale en décembre 2005 à Kuala Lumpur.

La même faiblesse du schéma directeur et les jeux de concurrence régionale sont dénoncés par Guy Faure qui analyse le programme Grand Mékong lancé en 1992 par la Banque asiatique de développement. Comme projet fédérateur régional, le projet est accusé d'être à l'origine d'une spéculation qui ne ressemble pas à du développement durable. La Greater Mekong Subregion (GMS) favorise en outre, l'entrée sur les marchés les moins structurés de la zone (Cambodge, Laos, Viêt-nam) de produits bon marché venus de Thaïlande et de Chine. Enfin, cet espace sous-régional devient un lieu de concurrence entre d'une part deux visions de la construction régionale (celle de la BAD et celle de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN)), et d'autre part entre deux expressions d'influence, une expression « soft power » préconisée par le Japon et une expression « occupation de terrain » par la Chine.

Des progrès fragiles

Ces doutes très cartésiens ne doivent pas masquer les progrès réels, même en matière de régionalisation, qui font de l'Asie orientale une « zone qui bouge ». Pour s'en convaincre, il suffit d'observer deux cas où les évolutions ont été remarquables, à la faveur il est vrai, d'événements naturels dramatiques comme le tsunami de décembre 2004 ou le tremblement de terre d'octobre 2005.

Le premier cas retenu a été celui de l'effet tsunami sur les accords de paix à Aceh. Le conflit à Aceh, un des plus vieux en Asie du Sud-Est, a affaibli la république d'Indonésie depuis son indépendance en 1949 et n'a jamais trouvé de répit malgré les tentatives qui ont été menées, notamment après la chute du président Suharto en 1998. Andrée Feillard, après avoir présenté l'histoire du mouvement sécessionniste et les arguments des différentes parties, explique le retournement de situation déclenché par le tsunami qui provoqua un mouvement de solidarité nationale et internationale. Nouvellement élu, le président Yudhoyono tira parti du traumatisme (127 000 morts et 30 000 disparus) pour lancer un véritable appel à l'unité et à la réconciliation.

Reprenant le fil de négociations engagées dès 2004 en Finlande, Yudhoyono et Yusuf Kalla (le vice-président) aboutirent, à la surprise générale, à un accord le 15 août 2005. Et même si certains points restent en suspens (jusqu'à où Jakarta pourra accepter le raidissement de la charia ?), force est de reconnaître les qualités diplomatiques et l'enthousiasme du binôme au pouvoir, la remarquable efficacité de la mission d'observation et de surveillance de l'Union européenne et la participation de l'Europe à la reconstruction du territoire, la retenue des acteurs sur le terrain. Autant de paramètres qui permettent à l'accord, plus d'un an après sa signature, d'être toujours respecté.

Au Cachemire, le tremblement de terre d'octobre 2005 aura aussi permis de rebattre les cartes diplomatiques. Alors qu'il avait été touché par trois guerres et que la zone frontalière provoquait des escarmouches militaires régulières entre les armées indienne et pakistanaise ainsi que des crises diplomatiques à répétition, le Cachemire aura profité de cette catastrophe humanitaire (près de 80 000 victimes) en bénéficiant d'un mouvement de solidarité sans précédent et de la mise en œuvre d'une *earthquake diplomacy*. Amélie Blom détaille les raisons pour lesquelles le séisme a eu des conséquences politiques qui ont joué en faveur d'une consolidation du processus de paix et d'une normalisation de la situation, à la fois entre les deux États mais aussi au sein de chacune des scènes politiques intérieures. Reste à espérer que ces mêmes acteurs ne détournent pas à leur seul profit les tâches de reconstruction et qu'ils sauront prolonger leur solidarité pour trouver une solution durable et pacifique au différend cachemiri.